RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Période de trois mois close le 30 novembre 2013

FAITS SAILLANTS

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)	Trimestres clos les 30 novembre **2013** **$**	 2012 [2] $	 Variation %
Activités			
Produits	**516 971**	366 608	41,0
Bénéfice opérationnel avant amortissements[1]	**224 040**	156 884	42,8
Bénéfice opérationnel	**106 698**	83 581	27,7
Bénéfice de la période	**56 839**	47 106	20,7
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**23 055**	18 530	24,4
Flux de trésorerie			
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	**60 235**	(6 005)	—
Flux de trésorerie liés aux opérations[1]	**159 222**	101 501	56,9
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	**86 580**	83 155	4,1
Flux de trésorerie nets[1]	**72 642**	18 346	—
Situation financière[3]			
Immobilisations corporelles	**1 863 364**	1 874 866	(0,6)
Total de l'actif	**5 451 881**	5 452 513	—
Endettement[4]	**3 102 202**	3 054 275	1,6
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	**477 136**	457 273	4,3
Données par action[5]			
Bénéfice par action attribuable aux propriétaires de la Société			
De base	**1,38**	1,11	24,3
Dilué	**1,37**	1,10	24,5

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »); par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.

(2) Les données comparatives ont été ajustées pour se conformer à l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

(3) Au 30 novembre 2013 et au 31 août 2013.

(4) L'endettement est défini comme le total de l'endettement bancaire, du capital de la dette à long terme, du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés.

(5) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

RAPPORT DE GESTION

Période de trois mois close le 30 novembre 2013

ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives futures et aux événements, aux affaires, aux opérations, au rendement financier, à la situation financière ou aux résultats anticipés de COGECO et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « prévoir », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les résultats opérationnels et le rendement économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats opérationnels, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires, que COGECO juge raisonnables au moment de les formuler. Bien que la direction considère ces hypothèses comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, elles pourraient s'avérer inexactes. La Société avise le lecteur qu'en raison du ralentissement économique observé au cours des dernières années, les énoncés de nature prospective et les hypothèses sous-jacentes de la Société sont sujets à de plus grandes incertitudes et que, par conséquent, ils pourraient ne pas se réaliser ou les résultats pourraient différer de façon importante des attentes de la Société. Il est impossible pour COGECO de prédire avec certitude l'incidence que les incertitudes économiques actuelles pourraient avoir sur les résultats futurs. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes (décrits dans la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel de 2013 de la Société), qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de COGECO. Ces facteurs comprennent notamment les risques liés aux marchés et à la concurrence, à la technologie, aux développements sur le plan de la réglementation, aux charges opérationnelles, aux systèmes d'information, aux sinistres et aux autres éventualités, aux risques financiers liés aux besoins en capital, aux ressources humaines, à l'actionnaire détenant le contrôle et à la structure de détention, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société. En conséquence, les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective maintenant ou à une quelque autre date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes afférentes de la Société pour le trimestre clos le 30 novembre 2013, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et avec le rapport de gestion compris dans le rapport annuel 2013 de la Société.

STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Les objectifs de COGECO sont d'offrir des services d'excellente qualité à ses clients et de maximiser la valeur pour les actionnaires en augmentant la rentabilité et en assurant une croissance continue des produits. Les stratégies mises en œuvre à cette fin, appuyées par un contrôle rigoureux des coûts et des processus d'affaires, sont propres à chaque secteur. Les principales stratégies utilisées pour atteindre les objectifs de COGECO dans le secteur de la câblodistribution sont axées sur l'élargissement de son offre de services, l'amélioration des services et des offres groupées de services existants, l'amélioration de l'expérience client et des processus d'affaires ainsi que le maintien d'une gestion solide du capital et d'un contrôle rigoureux des dépenses. Les activités de radiodiffusion se concentrent, quant à elles, sur l'amélioration continue de la programmation en vue d'accroître la part de marché de la Société et, de ce fait, sa rentabilité. La Société mesure sa performance à l'égard de ces objectifs en surveillant son bénéfice opérationnel avant amortissements[(1)] et ses flux de trésorerie nets[(1)].

INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL AVANT AMORTISSEMENTS

Pour le premier trimestre, le bénéfice opérationnel avant amortissements a augmenté de 42,8 % par rapport à la période correspondante de l'exercice 2013, pour s'établir à 224,0 millions $. L'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements est principalement attribuable au secteur de la câblodistribution et aux acquisitions d'Atlantic Broadband et de PEER 1 Network Enterprises, Inc. (« PEER 1 ») (les « acquisitions récentes ») qui ont été conclues à la fin du premier trimestre et au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2013, respectivement, ainsi qu'à l'amélioration des résultats financiers découlant de la croissance interne.

FLUX DE TRÉSORERIE NETS

Pour le trimestre clos le 30 novembre 2013, COGECO a déclaré des flux de trésorerie nets de 72,6 millions $, comparativement à 18,3 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 54,3 millions $. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements expliquée précédemment, ainsi qu'à la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, partiellement contrebalancées par l'augmentation des charges financières résultant du niveau d'endettement plus élevé.

CROISSANCE DE L'ENTREPRISE ET AUTRES DÉVELOPPEMENTS

Le sondage BBM Canada réalisé à l'automne 2013 dans la région de Montréal par *Portable People Meter* (« PPM ») révèle que 98,5 FM est la radio qui se classe à la tête du marché francophone de Montréal auprès de tous les auditeurs et dans la catégorie « hommes de deux ans et plus » (« 2+ »), tandis que Rythme FM a maintenu sa position de chef de file dans la catégorie « femme 2+ » parmi les stations musicales. Quant au marché anglophone de Montréal, *The Beat* est la radio qui se classe au premier rang dans la catégorie « femmes de 35 à 64 ans ». Dans les autres régions du Québec, nos stations de radio ont enregistré de bonnes cotes d'écoute.

Le 20 décembre 2013, la Société a apporté des modifications à son crédit à terme renouvelable. Aux termes de ces modifications, l'échéance a été prolongée de un an, soit jusqu'au 1er février 2018. Par ailleurs, les modifications donnent lieu à une réduction de la marge applicable pour le calcul du taux d'intérêt ainsi qu'à une réduction des restrictions prévues dans certaines clauses restrictives, dont les ratios financiers.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS ET FINANCIERS

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

Trimestres clos les 30 novembre *(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)*	**2013** **$**	2012[(1)] $	Variation %
Produits	**516 971**	366 608	41,0
Charges opérationnelles	**292 931**	209 724	39,7
Bénéfice opérationnel avant amortissements	**224 040**	156 884	42,8

(1) Les données comparatives ont été ajustées pour se conformer à l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

PRODUITS

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, les produits ont augmenté de 150,4 millions $, ou 41,0 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 517,0 millions $, principalement en raison du secteur de la câblodistribution, comme il est expliqué ci-après, ainsi que de la croissance interne enregistrée par l'ensemble de nos unités d'exploitation.

Dans le secteur de la câblodistribution, les produits du premier trimestre de l'exercice 2014 se sont accrus de 147,1 millions $, ou 44,9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 475,0 millions $. L'augmentation des produits est principalement attribuable aux résultats opérationnels découlant des acquisitions récentes. Pour plus de détails sur les produits du secteur de la câblodistribution, se reporter à la rubrique « Secteur de la câblodistribution ».

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS ».

CHARGES OPÉRATIONNELLES

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, les charges opérationnelles ont augmenté de 83,2 millions $ pour atteindre 292,9 millions $, soit une hausse de 39,7 % par rapport à l'exercice précédent, résultat principalement attribuable au secteur de la câblodistribution.

Les charges opérationnelles du secteur de la câblodistribution ont augmenté de 79,8 millions $ pour atteindre 253,9 millions $, soit une hausse de 45,8 % par rapport à l'exercice précédent. Ces charges opérationnelles additionnelles sont principalement imputables aux acquisitions récentes, contrebalancées en partie par les initiatives de réduction des coûts et les activités de restructuration qui ont eu lieu au quatrième trimestre de l'exercice 2013 au Canada.

BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL AVANT AMORTISSEMENTS

Le bénéfice opérationnel avant amortissements a augmenté de 67,2 millions $, ou 42,8 %, au premier trimestre de l'exercice 2014, pour s'établir à 224,0 millions $, le secteur de la câblodistribution ayant contribué à hauteur de 211,5 millions $ au bénéfice opérationnel avant amortissements consolidé. Pour plus de détails sur les résultats opérationnels de Cogeco Câble, se reporter à la rubrique « Secteur de la câblodistribution ».

CHARGES FIXES

Trimestres clos les 30 novembre	**2013**	2012[(1)]	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	**$**	$	%
Amortissements	**117 094**	66 041	77,3
Charges financières	**34 022**	17 303	96,6

(1) Les données comparatives ont été ajustées pour se conformer à l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, la dotation aux amortissements a augmenté de 51,1 millions $ pour s'établir à 117,1 millions $, soit une hausse de 77,3 % par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable au secteur de la câblodistribution et aux acquisitions récentes qui ont eu lieu à la fin du premier trimestre et au deuxième trimestre de l'exercice 2013, de sorte qu'aucune dotation aux amortissements liée à ces acquisitions n'a été comptabilisée au premier trimestre de l'exercice 2013.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, les charges financières ont augmenté de 16,7 millions $, ou 96,6 %, pour s'établir à 34,0 millions $, comparativement à 17,3 millions $, en raison des coûts de financement des acquisitions récentes.

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, la charge d'impôts sur le résultat s'est élevée à 15,8 millions $, comparativement à 19,2 millions $ pour l'exercice précédent. La baisse est principalement attribuable à l'augmentation des charges fixes ainsi qu'à l'incidence favorable de la structure d'imposition liée aux acquisitions récentes dans le secteur de la câblodistribution, facteurs contrebalancés en partie par la hausse du bénéfice opérationnel avant amortissements.

BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE

Pour le trimestre clos le 30 novembre 2013, le bénéfice de la période s'est élevé à 56,8 millions $ dont un montant de 23,1 millions $, ou 1,38 $ par action, est attribuable aux propriétaires de la Société. Pour la période correspondante de l'exercice 2013, le bénéfice de la période s'est élevé à 47,1 millions $ dont un montant de 18,5 millions $, ou 1,11 $ par action, est attribuable aux propriétaires de la Société. La progression du bénéfice au cours du trimestre est essentiellement attribuable au secteur de la câblodistribution et à l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements générée par les acquisitions récentes, partiellement contrebalancée par les charges fixes, tel qu'il a été expliqué précédemment.

La participation sans contrôle correspond à une participation d'environ 67,9 % dans les résultats de Cogeco Câble. Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, le bénéfice de la période attribuable à la participation sans contrôle s'est chiffré à 33,8 millions $, comparativement à 28,6 millions $ pour l'exercice 2013.

ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

Trimestres clos les 30 novembre	**2013**	2012[1]
(en milliers de dollars)	**$**	$
Activités opérationnelles		
Flux de trésorerie liés aux opérations	**159 222**	101 501
Variations des activités opérationnelles sans effet de trésorerie	**(95 965)**	(87 508)
Amortissement des frais de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	**(1 878)**	(856)
Impôts sur le résultat versés	**(19 164)**	(44 248)
Charge d'impôts exigibles	**28 166**	26 112
Charges financières versées	**(44 168)**	(18 309)
Charges financières	**34 022**	17 303
	60 235	(6 005)
Activités d'investissement	**(86 151)**	(1 437 212)
Activités de financement	**8 455**	1 236 972
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères	**199**	—
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**(17 262)**	(206 245)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	**43 793**	215 523
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	**26 531**	9 278

(1) Les données comparatives ont été ajustées pour se conformer à l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Au premier trimestre de l'exercice 2014, les flux de trésorerie liés aux opérations se sont établis à 159,2 millions $, comparativement à 101,5 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 57,7 millions $. Cette hausse résulte de l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements ainsi que de la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, partiellement contrebalancées par l'augmentation des charges financières résultant du niveau d'endettement plus élevé lié aux acquisitions récentes.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES AU COURS DE L'EXERCICE 2013

Le 30 novembre 2012, Cogeco Câble a conclu l'acquisition de toutes les actions en circulation d'Atlantic Broadband, un câblodistributeur indépendant fondé en 2003 offrant des services de Télévision numérique et analogique, d'IHV et de Téléphonie aux clients résidentiels et aux clients de petites et moyennes entreprises.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, Cogeco Câble a finalisé la répartition du prix d'achat d'Atlantic Broadband, qui est demeurée inchangée depuis les derniers ajustements apportés au quatrième trimestre de l'exercice 2013. Par conséquent, la répartition finale du prix d'achat s'établit comme suit :

(en milliers de dollars)	**Finale $**
Contrepartie	
Versée	
Achat d'actions	**337 779**
Ajustements du fonds de roulement	**5 415**
Remboursement des dettes garanties	**1 021 854**
	1 365 048
Actifs nets acquis	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**5 480**
Créances clients et autres débiteurs	**12 012**
Charges payées d'avance et autres	**1 370**
Impôts sur le résultat à recevoir	**3 907**
Immobilisations corporelles	**302 211**
Immobilisations incorporelles	**711 418**
Goodwill	**522 215**
Actifs d'impôts différés	**98 592**
Dettes fournisseurs et autres créditeurs pris en charge	**(27 620)**
Provisions	**(721)**
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs pris en charge	**(7 697)**
Passifs d'impôts différés	**(256 119)**
	1 365 048

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET D'AUTRES ACTIFS

Les acquisitions d'immobilisations corporelles au premier trimestre de l'exercice 2014 se sont chiffrées à 82,5 millions $, soit une hausse de 5,0 % par rapport au montant de 78,5 millions $ au premier trimestre de l'exercice précédent, principalement en raison des facteurs suivants dans le secteur de la câblodistribution :

- une augmentation attribuable à l'acquisition récente de PEER 1, à l'agrandissement des installations des centres de données informatiques à Toronto, au Canada, et à Portsmouth, en Angleterre, ainsi qu'à l'expansion de la fibre dans la région de Toronto dans le but de satisfaire aux commandes découlant de la demande des nouveaux clients;
- une augmentation des équipements à l'abonné découlant principalement de la migration continue à la technologie numérique de forfaits analogiques dans le secteur des Services de câblodistribution américains;
- une diminution des dépenses liées à l'infrastructure graduelle en raison du déploiement, à l'exercice 2012 et au début de l'exercice 2013, de technologies avancées comme DOCSIS 3.0 et la distribution vidéo numérique dans les régions où le service est déjà offert;
- une diminution de certaines dépenses d'investissement en raison de l'échéancier de certaines initiatives.

Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2013, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont élevées à 4,1 millions $, comparativement à 4,6 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

FLUX DE TRÉSORERIE NETS ET ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour le premier trimestre, les flux de trésorerie nets se sont chiffrés à 72,6 millions $, ce qui représente une hausse de 54,3 millions $ par rapport à la période correspondante de l'exercice 2013. La hausse des flux de trésorerie nets est principalement attribuable au secteur de la câblodistribution, à l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements, ainsi qu'à une diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, facteurs partiellement contrebalancés par une augmentation des charges financières en raison d'un niveau d'endettement plus élevé découlant des acquisitions récentes.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, un niveau d'endettement plus élevé a généré une augmentation de la trésorerie de 28,7 millions $, principalement à la suite d'une hausse de 29,4 millions $ du crédit à terme renouvelable.

Au premier trimestre de l'exercice 2013, un niveau d'endettement plus élevé a généré une augmentation de la trésorerie de 1,253 milliard $, principalement en raison du prélèvement sur le crédit à terme renouvelable d'un montant de 584,2 millions $ (588 millions $ US) et des nouvelles facilités d'emprunt à terme de 637,4 millions $ (660 millions $ US, pour un produit net de 641,5 millions $ US, déduction faite des frais de transaction de 18,5 millions $ US) visant à financer l'acquisition d'Atlantic Broadband dans le secteur de la câblodistribution.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, un dividende trimestriel de 0,22 $ par action a été payé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 3,7 millions $, comparativement à un dividende trimestriel de 0,19 $ par action, ou 3,2 millions $, à l'exercice précédent. En outre, les dividendes versés par une filiale aux participations sans contrôle se sont élevés à 9,9 millions $ au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, comparativement à un montant de 8,6 millions $ au premier trimestre de l'exercice précédent. Les paiements de dividendes consolidés ont totalisé 13,6 millions $ pour le premier trimestre de l'exercice 2014, contre 11,8 millions $ à l'exercice précédent.

Au 30 novembre 2013, le fonds de roulement déficitaire de la Société se chiffrait à 144,1 millions $, comparativement à 223,8 millions $ au 31 août 2013. La diminution de 79,7 millions $ de ce déficit est principalement attribuable à la baisse de 99,2 millions $ des dettes fournisseurs et autres créditeurs, contrebalancée en partie par une hausse de 9,0 millions $ des passifs d'impôts sur le résultat. Dans le cours normal de ses activités, COGECO maintient un fonds de roulement déficitaire en raison de créances clients peu élevées, puisqu'une grande partie des clients de Cogeco Câble paient avant que les services ne soient rendus, contrairement aux dettes fournisseurs et autres créditeurs, qui sont payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus, ce qui permet à la Société d'utiliser la trésorerie et les équivalents de trésorerie pour réduire l'endettement

Au 30 novembre 2013, la Société avait utilisé 71,2 millions $ de son crédit à terme renouvelable de 100 millions $ pour une disponibilité restante de 28,8 millions $, et Cogeco Câble avait utilisé 608,6 millions $ de son crédit à terme renouvelable modifié et mis à jour de 800 millions $ pour une disponibilité restante de 191,4 millions $. Par ailleurs, deux filiales de Cogeco Câble bénéficient également d'une facilité de crédit renouvelable de 106,2 millions $ (100 millions $ US) reliée à l'acquisition d'Atlantic Broadband, dont un montant de 21,8 millions $ (20,6 millions $ US) a été utilisé au 30 novembre 2013, pour une disponibilité restante de 84,4 millions $ (79,4 millions $ US).

SITUATION FINANCIÈRE

Les soldes de la « trésorerie et des équivalents de trésorerie », des « immobilisations corporelles », du « goodwill », des « dettes fournisseurs et autres créditeurs », des « passifs d'impôts sur le résultat » et de la « dette à long terme » ont considérablement changé depuis le 31 août 2013.

La diminution de 17,3 millions $ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et l'augmentation de 46,9 millions $ de la dette à long terme s'expliquent par les facteurs dont il a été fait mention précédemment à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie », ainsi que par l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien. La diminution de 11,5 millions $ des immobilisations corporelles reflète l'excédent de la dotation à l'amortissement sur les acquisitions décrites à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie », en partie contrebalancée par l'incidence de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien. Le goodwill a augmenté de 11,1 millions $ par suite de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien au cours du premier trimestre de l'exercice 2014. La diminution de 99,2 millions $ des dettes fournisseurs et autres créditeurs découle de l'échéancier des paiements faits aux fournisseurs, tandis que l'augmentation de 9,0 millions $ des passifs d'impôts sur le résultat est principalement imputable à l'excédent de la charge d'impôt exigible sur les impôts sur le résultat versés.

DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Le tableau suivant présente les données sur les actions de COGECO au 31 décembre 2013. Se reporter à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

	Nombre d'actions	Montant (en milliers de dollars)
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	1 842 860	12
Actions subalternes à droit de vote	14 989 338	121 976

FINANCEMENT

Dans le cours normal de ses activités, COGECO a contracté des obligations financières principalement sous forme de dette à long terme, de contrats de location simple et de location-financement ainsi que de garanties. Les obligations de COGECO, décrites dans le rapport annuel de 2013, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 août 2013, à l'exception de ce qui suit.

Le 22 novembre 2013, la filiale de la Société, Cogeco Câble, a modifié et mis à jour son crédit à terme renouvelable de 800 millions $ auprès d'un consortium de prêteurs. Ce crédit à terme renouvelable a été prolongé et arrivera à échéance le 22 janvier 2019. L'échéance peut être prolongée annuellement. Les modifications ont donné lieu à une réduction de la marge applicable pour le calcul du taux d'intérêt ainsi qu'à une réduction des restrictions prévues dans certaines clauses restrictives. Le crédit à terme renouvelable modifié et mis à jour a également remplacé les facilités de crédit garanties de Cogeco Câble dont l'échéance était le 27 janvier 2017, qui ont été entièrement remboursées le 22 novembre 2013. Ce crédit à terme renouvelable modifié et mis à jour est composé de deux tranches : une première tranche canadienne d'un montant de 788 millions $ et une seconde tranche du Royaume-Uni d'un montant de 12 millions $. La tranche canadienne est offerte en dollars canadiens, en dollars américains, en euros et en livres sterling et les taux d'intérêt sont fondés sur le taux des acceptations bancaires, le taux de base en dollars américains, le taux LIBOR en dollars américains, en euros ou en livres sterling, plus la marge applicable. La tranche du Royaume-Uni est offerte en livres sterling et les taux d'intérêt sont fondés sur le taux de base en livres sterling et le taux LIBOR en livres sterling. Le crédit à terme renouvelable est garanti indirectement par une charge de premier rang, fixe et générale, et une sûreté sur la quasi-totalité des biens personnels et réels, actuels et futurs et entreprises de quelque nature que ce soit de Cogeco Câble et de certaines de ses filiales. De plus, il prévoit certaines affectations autorisées, y compris les obligations relatives à l'achat de biens, les obligations capitalisées existantes et l'octroi de toute sûreté par une entité avant qu'elle ne devienne une filiale, sous réserve d'un montant maximal. Les dispositions relatives à ce crédit prévoient des limites quant aux opérations et aux activités de Cogeco Câble. De façon générale, les plus importantes restrictions visent les investissements autorisés, le versement de dividendes sur les actions à droits de vote multiples et sur les actions subalternes à droit de vote, ainsi que l'atteinte et le maintien de certains ratios financiers, principalement en ce qui a trait au bénéfice opérationnel avant amortissement, aux charges financières et au total de l'endettement.

GESTION FINANCIÈRE

Cogeco Câble a conclu des conventions d'échange de devises croisées en vue de fixer les paiements d'intérêt et de capital sur les billets garantis de premier rang, série A, d'une valeur de 190 millions $ US venant à échéance le 1er octobre 2015. Ces conventions ont eu pour effet de convertir le taux nominal annuel américain de 7,00 % en taux d'intérêt annuel moyen de 7,24 % en dollars canadiens. Le taux de change applicable au capital de la dette a été fixé à 1,0625 $ pour un dollar américain. Cogeco Câble a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture des flux de trésorerie pour ces instruments financiers dérivés. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, les montants dus en vertu des billets garantis de premier rang, série A, d'une valeur de 190 millions $ US, ont augmenté de 1,7 million $ en raison de l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien. La juste valeur de l'actif relatif aux conventions d'échange de devises croisées a augmenté d'un montant net de 2,0 millions $, dont une augmentation de 1,7 million $ a contrebalancé la perte de change sur la dette libellée en dollars américains. L'écart de 0,3 million $ a été comptabilisé à titre d'augmentation des autres éléments du résultat global. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2013, les montants dus en vertu des billets garantis de premier rang, série A, d'une valeur de 190 millions $ US, ont augmenté de 1,5 million $ en raison de l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien. La juste valeur du passif relatif aux conventions d'échange de devises croisées a diminué d'un montant net de 1,1 million $, dont un montant de 1,5 million $ a contrebalancé la perte de change sur la dette libellée en dollars américains.

Par ailleurs, le 22 juillet 2013, Cogeco Câble a conclu des conventions d'échange de taux d'intérêt afin de fixer le taux d'intérêt sur une tranche de 200 millions $ US de ses emprunts fondés sur le taux LIBOR. Ces conventions ont eu pour effet de convertir le taux de base LIBOR variable en dollars américains en un taux fixe moyen de 0,39625 % jusqu'au 25 juillet 2015 en vertu de son crédit à terme renouvelable. Cogeco Câble a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture pour ces instruments financiers dérivés. La juste valeur de l'actif relatif aux conventions d'échange de taux d'intérêt a diminué d'un montant net de 0,9 million $, lequel a été comptabilisé à titre d'une diminution des autres éléments du résultat global au 30 novembre 2013.

De plus, l'investissement net de Cogeco Câble dans des établissements à l'étranger est exposé au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Ce risque est réduit puisque la majeure partie des prix d'achats d'Atlantic Broadband et de PEER 1 a été empruntée directement en dollars américains et en livres sterling. Ces dettes ont été désignées comme élément de couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger. Au 30 novembre 2013, l'investissement net pour Atlantic Broadband et pour PEER 1 s'est élevé à 1,1 milliard $ US et à 70,7 millions £, alors que la dette à long terme désignée comme élément de couverture de ces investissements nets s'élevait à 853,0 millions $ US et à 56,7 millions £, respectivement. Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 30 novembre 2013 s'établissait à 1,0620 $ pour un dollar américain et à 1,7383 $ pour une livre sterling. L'incidence d'une variation de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollar canadien ferait varier les autres éléments du résultat global d'approximativement 27,3 millions $.

Les taux moyens en vigueur au premier trimestre de l'exercice 2014 utilisés pour la conversion des résultats opérationnels du secteur de la câblodistribution s'établissaient à 1,0399 $ pour un dollar américain et à 1,6670 $ pour une livre sterling. Puisque les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Cogeco Câble sont exprimés en dollars canadiens, mais qu'une partie de ses activités sont exercées dans un contexte où le dollar américain et la livre sterling sont les monnaies de mesure, les fluctuations du taux de change peuvent avoir une incidence à la hausse ou à la baisse sur les résultats opérationnels de Cogeco Câble. Le tableau ci-dessous illustre l'incidence en dollars canadiens d'une augmentation de 10 % du dollar américain ou de la livre sterling par rapport au dollar canadien, selon le cas, sur les résultats opérationnels de Cogeco Câble pour le trimestre clos le 30 novembre 2013.

	Secteur de la câblodistribution	
	Données présentées	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars)	$	$
Produits	**474 980**	**12 805**
Charges opérationnelles	**253 949**	**7 556**
Honoraires de gestion – COGECO inc.	**9 509**	**—**
Bénéfice opérationnel avant amortissements	**221 031**	**5 249**
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**248**	**6**
Amortissements	**115 754**	**3 751**
Bénéfice opérationnel	**95 520**	**1 492**

La Société est également tributaire des taux de change, principalement de la variation de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien en ce qui a trait aux acquisitions de certains équipements, lesquels sont achetés et par la suite payés en dollars américains.

DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 13 janvier 2014, le conseil d'administration de COGECO a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,22 $ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 10 février 2014 aux actionnaires inscrits en date du 27 janvier 2014. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats opérationnels et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

SECTEUR DE LA CÂBLODISTRIBUTION

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

				Ajouts nets (pertes nettes)		% de pénétration[1]	
	Consolidé	**ÉTATS-UNIS**	**CANADA**	Trimestres clos les 30 novembre		30 novembre	
		30 novembre 2013		**2013**	2012[2]	**2013**	2012[2]
Unités de service primaire[4]	**2 464 932**	**489 430**	**1 975 502**	**(2 725)**	15 788[3]		
Clients du service de Télévision	**1 057 859**	**230 210**	**827 649**	**(9 093)**	(2 076)	**48,2**	52,1
Clients du service d'IHV	**848 897**	**180 640**	**668 257**	**10 452**	11 553[3]	**38,7**	39,4[3]
Clients du service de Téléphonie	**558 176**	**78 580**	**479 596**	**(4 084)**	6 311	**25,4**	28,9

(1) En pourcentage des foyers câblés.

(2) Les ajouts nets (pertes nettes) et les taux de pénétration pour l'exercice 2012 ne se rapportent qu'au secteur des Services de câblodistribution canadiens.

(3) Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2013, le nombre de clients du service d'Internet haute vitesse (« IHV ») a été ajusté à la hausse de façon rétroactive afin qu'il soit conforme aux pratiques du secteur et, par conséquent, le nombre d'unités de service primaire et le taux de pénétration ont aussi été ajustés.

(4) Représente la somme des clients des services de Télévision, d'IHV et de Téléphonie.

Le 30 novembre 2013, le nombre d'unités de service primaire a atteint 2 464 932, dont 1 975 502 proviennent du Canada et 489 430, des États-Unis. Au Canada, le nombre d'unités de service primaire a diminué de 4 620 au cours du trimestre, comparativement à une augmentation de 15 788 pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la maturité des catégories de service et de la concurrence beaucoup plus vive pour tous les services. Aux États-Unis, le nombre d'unités de service primaire a augmenté de 1 895 au cours du trimestre, principalement en raison des services d'IHV additionnels, contrebalancés par de faibles pertes liées au service de Télévision. De façon consolidée, au premier trimestre de l'exercice 2014, les pertes nettes d'unités de service primaire se sont chiffrées à 2 725, comparativement à des ajouts nets de 15 788 à la période correspondante de l'exercice précédent. Au premier trimestre de l'exercice 2014, les pertes nettes de clients du service de Télévision se sont établies à 9 093, comparativement à 2 076; le nombre de clients du service d'IHV a augmenté de 10 452, comparativement à 11 553; et les pertes nettes du service de Téléphonie se sont établies à 4 084 clients, comparativement à des ajouts nets de 6 311 à la période correspondante de l'exercice 2013. Les ajouts nets pour le service d'IHV continuent d'être attribuables à l'amélioration de l'offre de produits et à l'incidence du trio de services.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

Trimestres clos les 30 novembre *(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)*	**2013** **$**	2012[(1)(2)] $	Variation %
Produits	**474 980**	327 911	44,9
Charges opérationnelles	**253 949**	174 154	45,8
Honoraires de gestion – COGECO inc.	**9 509**	6 581	44,5
Bénéfice opérationnel avant amortissements	**211 522**	147 176	43,7
Marge opérationnelle	**44,5 %**	44,9 %	

(1) Les résultats opérationnels de la période close le 30 novembre 2012 excluent ceux des acquisitions récentes.

(2) Les données comparatives ont été ajustées par suite de l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

PRODUITS

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, les produits ont augmenté de 147,1 millions $, ou 44,9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 475,0 millions $. L'augmentation des produits est principalement attribuable aux résultats opérationnels découlant des acquisitions récentes, aux hausses tarifaires entrées en vigueur en juin 2013 au Canada, ainsi qu'à la croissance interne provenant des services de centre de données informatiques, des services de TI gérés et des services de connectivité.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET HONORAIRES DE GESTION

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, les charges opérationnelles ont augmenté de 79,8 millions $, pour atteindre 253,9 millions $, soit une hausse de 45,8 % par rapport à l'exercice précédent. Ces charges opérationnelles additionnelles sont principalement imputables aux acquisitions récentes, contrebalancées en partie par les initiatives de réduction des coûts et les activités de restructuration qui ont eu lieu au quatrième trimestre de l'exercice 2013 au sein des Services de câblodistribution canadiens.

Les honoraires de gestion payés à COGECO inc. se sont élevés à 9,5 millions $, soit une hausse de 44,5 % par rapport au montant de 6,6 millions $ payé à l'exercice 2013, qui résulte de la hausse des produits découlant des acquisitions récentes. Pour l'exercice 2014, les honoraires de gestion ont été fixés à un maximum de 9,7 millions $ (9,6 millions $ en 2013), montant qui devrait être payé au cours du premier semestre de l'exercice.

BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL AVANT AMORTISSEMENTS ET MARGE OPÉRATIONNELLE

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, le bénéfice opérationnel avant amortissements a augmenté de 64,3 millions $, ou 43,7 %, pour s'établir à 211,5 millions $, en raison des acquisitions récentes et de l'amélioration des résultats financiers de toutes les unités d'exploitation de Cogeco Câble. Pour le premier trimestre, la marge opérationnelle de Cogeco Câble a reculé pour s'établir à 44,5 %, contre 44,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement des activités à marge moins élevée résultant de l'acquisition récente de PEER 1.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, de concert avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures adéquats de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière, comme il est défini dans le *Règlement 52-109*. Le cadre de contrôle interne de COGECO est fondé sur les critères publiés dans le rapport intitulé *Internal Control – Integrated Framework* du *Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission* et est conçu de façon à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les IFRS.

Après avoir évalué la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société au 30 novembre 2013, le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont conclu que ceux-ci étaient adéquats. De plus, aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours du trimestre clos le 30 novembre 2013, à l'exception de ce qui est décrit ci-dessous à l'égard de PEER 1, une filiale de Cogeco Câble.

Le 31 janvier 2013 et le 3 avril 2013, Cogeco Câble a fait l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de PEER 1. En raison de la courte période de temps écoulée entre ces dates d'acquisition et le 13 janvier 2014, soit la date de l'attestation, la direction n'a pas été en mesure de terminer son examen de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière de cette acquisition récente. Au 30 novembre 2013, les risques étaient toutefois atténués, car la direction était pleinement informée de tous les faits importants touchant l'acquisition récente de PEER 1. De plus, tous les actifs et les passifs acquis ont été évalués et comptabilisés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés dans le cadre du processus de répartition préliminaire du prix d'achat, et les résultats opérationnels de PEER 1 ont également été inclus dans les résultats consolidés de COGECO. PEER 1 représente 10 % des produits, -15 % du bénéfice de la période, 15 % du total des actifs, 20 % des actifs courants, 15 % des actifs non courants, 8 % des passifs courants et 15 % des passifs non courants des états financiers consolidés intermédiaires résumés de COGECO pour le trimestre clos le 30 novembre 2013. Au cours des prochains trimestres, la direction terminera son examen de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière pour PEER 1 et évaluera son efficacité. De l'information financière concernant la répartition préliminaire du prix d'achat, les actifs acquis et les passifs pris en charge ainsi que d'autres informations concernant l'incidence des activités de PEER 1 sont présentées dans le rapport annuel de 2013 de la Société.

INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Il n'y a eu aucun changement important dans les incertitudes et les principaux facteurs de risque auxquels est exposée la Société depuis le 31 août 2013, à l'exception de ce qui est décrit ci-dessous. Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée COGECO figure dans le rapport annuel de 2013 disponible aux adresses <www.sedar.com> et <www.cogeco.ca>.

Le 24 octobre 2013, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a publié un avis de radiodiffusion invitant les Canadiens à exprimer leur point de vue sur l'avenir du système de télévision au Canada. La première phase de cette instance publique s'est terminée en décembre 2013 et la seconde phase aura lieu à l'hiver 2014. Cette consultation publique devrait entraîner des changements à la politique réglementaire concernant des aspects importants de la production, du financement et de la distribution du contenu de la programmation télévisuelle au Canada. À la suite de la publication de l'avis du CRTC visant à obtenir les commentaires du public, le gouvernement du Canada a publié, le 14 novembre 2013, un avis dans lequel il demande au CRTC, en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la radiodiffusion*, de faire rapport sur le choix des chaînes de télévision d'ici le 30 avril 2014. Le rapport exigé sera axé expressément sur la question de la dissociation des chaînes de télévision, notamment sur les mesures que le CRTC entend prendre à cet égard. À l'heure actuelle, on ne sait pas quelles mesures le CRTC recommandera dans son rapport ni comment et quand ces mesures seront mises en œuvre. Celles-ci pourraient avoir une incidence importante sur les prix de gros et de détail des services de télévision offerts par Cogeco Câble et d'autres distributeurs canadiens de services de radiodiffusion terrestre et par satellite, dans l'éventualité où elles sont mises en œuvre et au moment où elles le seront.

Le 26 novembre 2013, Rogers Communications et la Ligue nationale de hockey (la « LNH ») ont annoncé la conclusion d'une entente globale de douze ans visant tous les droits multimédias et de diffusion nationaux relatifs aux matchs de la LNH sur toutes les plateformes et dans toutes les langues au Canada, à compter de la saison 2014-2015. Rogers Communications a également annoncé qu'elle avait conclu des ententes de sous-traitance distinctes avec CBC et TVA visant les droits de diffusion en langue anglaise de « Hockey Night in Canada » et tous les droits multimédias nationaux en langue française, respectivement. À l'heure actuelle, il est impossible d'évaluer l'incidence de cette entente à long terme sur les tarifs de gros et de détail relatifs à l'abonnement linéaire et aux services de programmation télévisuelle sur demande touchant les matchs de hockey de la LNH offerts par Cogeco Câble et d'autres distributeurs de services de radiodiffusion terrestre et par satellite, ni d'évaluer dans quelle mesure la consommation de la programmation sportive au Canada changera au cours des douze prochaines années par suite de l'entrée en vigueur des ententes de sous-traitance des droits de distribution visant les futurs matchs de hockey de la LNH.

DÉVELOPPEMENTS FUTURS EN MATIÈRE DE COMPTABILITÉ AU CANADA

Un certain nombre de nouvelles normes, d'interprétations et de modifications des normes actuelles publiées par *l'International Accounting Standards Board* (l'« IASB ») sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 et ont été appliquées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 30 novembre 2013.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

La Société a adopté la nouvelle norme comptable suivante le 1er septembre 2013. L'incidence de l'application de cette norme est décrite à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

- Modifications d'IAS 19*, Avantages du personnel* – La principale différence apportée par la norme modifiée est que le taux de rendement prévu à long terme des actifs du régime ne sera plus utilisé pour calculer les coûts des régimes de retraite à prestations déterminées. Les concepts de « coût financier » et de « rendement attendu des actifs du régime » pris en compte dans les coûts des régimes de retraite à prestations déterminées sont remplacés par le concept d'« intérêts nets », lesquels sont calculés par l'application du taux d'actualisation au passif net ou à l'actif net. Les intérêts nets tiennent compte de l'incidence de la variation des contributions et des versements de prestations sur le passif net ou l'actif net au titre des prestations déterminées au cours de la période.

La Société a également adopté les normes suivantes au 1er septembre 2013, lesquelles n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

- Modifications d'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*
- IFRS 10, *États financiers consolidés*
- IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*
- IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*

MODIFICATIONS DES MÉTHODES ET DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Il n'y a eu aucun changement important dans les méthodes et dans les estimations comptables de COGECO de même que dans les prises de position comptable futures depuis le 31 août 2013. Une description des méthodes et des estimations comptables de la Société figure dans le rapport annuel de 2013, disponible aux adresses <www.sedar.com> et <www.cogeco.ca>.

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Cette rubrique décrit les mesures financières non définies par les IFRS qu'utilise COGECO tout au long de ce rapport de gestion. Elle présente également un rapprochement de ces mesures financières non définies par les IFRS et des mesures financières les plus comparables définies par les IFRS. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures comprennent les « flux de trésorerie liés aux opérations », les « flux de trésorerie nets » et le « bénéfice opérationnel avant amortissements ».

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS ET FLUX DE TRÉSORERIE NETS

La direction de COGECO et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie liés aux opérations pour évaluer les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, excluant l'incidence de la variation des activités opérationnelles sans effet de trésorerie, l'amortissement des frais de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme, les impôts sur le résultat versés, la charge d'impôts exigibles, les charges financières versées et les charges financières. Cette mesure permet à la Société d'isoler les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles de l'incidence des décisions en matière de gestion de la trésorerie. Les flux de trésorerie liés aux opérations sont ensuite utilisés dans le calcul des « flux de trésorerie nets », une mesure non définie par les IFRS. La direction de COGECO et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie nets pour mesurer la capacité de celle-ci à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles constituent la mesure la plus comparable selon les IFRS. Le calcul des flux de trésorerie liés aux opérations est présenté ci-dessous :

Trimestres clos les 30 novembre	**2013**	2012[1]
(en milliers de dollars)	**$**	$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	**60 235**	(6 005)
Variation des activités opérationnelles sans effet de trésorerie	**95 965**	87 508
Amortissement des frais de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	**1 878**	856
Impôts sur le résultat versés	**19 164**	44 248
Charge d'impôts exigibles	**(28 166)**	(26 112)
Charges financières versées	**44 168**	18 309
Charges financières	**(34 022)**	(17 303)
Flux de trésorerie liés aux opérations	**159 222**	101 501

(1) Les données comparatives ont été ajustées pour se conformer à l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Le calcul des flux de trésorerie nets est présenté ci-dessous :

Trimestres clos les 30 novembre	**2013**	2012[1]
(en milliers de dollars)	**$**	$
Flux de trésorerie liés aux opérations	**159 222**	101 501
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(82 464)**	(78 514)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	**(4 116)**	(4 641)
Flux de trésorerie nets	**72 642**	18 346

(1) Les données comparatives ont été ajustées pour se conformer à l'adoption d'IAS 19, Avantages du personnel. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL AVANT AMORTISSEMENTS

La direction de COGECO et les investisseurs utilisent le bénéfice opérationnel avant amortissements afin d'évaluer la capacité de la Société à saisir les occasions de croissance de façon rentable, à financer ses activités courantes et à assurer le service de sa dette. Le bénéfice opérationnel avant amortissements correspond essentiellement aux flux de trésorerie liés aux opérations excluant l'incidence de la structure du capital choisie et il compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière.

La mesure financière la plus comparable selon les IFRS est le bénéfice opérationnel. Le bénéfice opérationnel avant amortissements se calcule de la façon suivante :

Trimestres clos les 30 novembre	**2013**	2012[1]
(en milliers de dollars)	**$**	$
Bénéfice opérationnel	**106 698**	83 581
Amortissements	**117 094**	66 041
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**248**	7 262
Bénéfice opérationnel avant amortissements	**224 040**	156 884

(1) Les données comparatives ont été ajustées par suite de l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trimestres clos le	30 novembre		31 août		31 mai		28 février	29 février
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)	**2013**	2012 [2]	2013 [2]	2012	2013 [2]	2012	2013 [2]	2012
	$	$	$	$	$	$	$	$
Produits	**516 971**	366 608	504 714	356 685	504 434	358 032	458 501	345 613
Bénéfice opérationnel avant amortissements	**224 040**	156 884	224 608	163 617	220 878	158 446	196 272	144 518
Bénéfice opérationnel	**106 698**	83 581	104 414	95 943	105 851	95 473	94 859	58 931
Impôts sur le résultat	**15 837**	19 172	10 374	33 625	19 080	22 278	15 089	13 372
Bénéfice de la période des activités poursuivies	**56 839**	47 106	43 770	44 900	49 995	55 373	48 950	29 449
Bénéfice de la période des activités abandonnées	**—**	—	—	—	—	—	—	52 047
Bénéfice de la période	**56 839**	47 106	43 770	44 900	49 995	55 373	48 950	81 496
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**23 055**	18 530	13 869	13 889	17 185	19 303	14 676	25 089
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	**60 235**	(6 005)	233 464	203 193	167 641	109 546	157 095	126 455
Flux de trésorerie liés aux opérations	**159 222**	101 501	162 138	119 612	158 172	117 606	140 124	105 153
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	**86 580**	83 155	108 756	124 638	113 492	88 141	106 019	87 186
Flux de trésorerie nets (déficit)	**72 642**	18 346	53 382	(5 026)	44 680	29 465	34 105	17 967
Bénéfice par action[1] attribuable aux propriétaires de la Société								
Des activités poursuivies et abandonnées								
De base	**1,38**	1,11	0,83	0,83	1,03	1,15	0,88	1,50
Dilué	**1,37**	1,10	0,82	0,83	1,02	1,15	0,87	1,49
Des activités poursuivies								
De base	**1,38**	1,11	0,83	0,83	1,03	1,15	0,88	0,50
Dilué	**1,37**	1,10	0,82	0,83	1,02	1,15	0,87	0,50
Des activités abandonnées								
De base	**–**	–	–	–	–	–	–	1,00
Dilué	**–**	–	–	–	–	–	–	0,99

(1) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.
(2) Ces données ont été ajustées par suite de l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel.*

SAISONNALITÉ

Les résultats opérationnels de Cogeco Câble ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes, à l'exception de ce qui suit. Pour ce qui est du secteur de la câblodistribution, le nombre de clients du service de Télévision et du service d'IHV est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances, de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Câble offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi que dans la région de la Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud et au Maryland/Delaware, aux États-Unis. Aux États-Unis, la région de Miami est également assujettie à des variations saisonnières attribuables aux résidents qui passent l'hiver à Miami et qui retournent chez eux vers la fin du printemps, pour revenir à l'automne.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Ce rapport de gestion a été préparé le 13 janvier 2014. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris sa notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

/s/ Jan Peeters
Jan Peeters
Le président du conseil,

/s/ Louis Audet
Louis Audet
Le président et chef de la direction,

COGECO inc.
Montréal (Québec)
Le 13 janvier 2014



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Période de trois mois close le 30 novembre 2013

COGECO INC.
COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE RÉSULTAT
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)	Trois mois clos les 30 novembre **2013** **$**	 2012 $
		(retraité, note 2)
Produits	**516 971**	366 608
Charges opérationnelles (note 5)	**292 931**	209 724
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition (note 3)	**248**	7 262
Amortissements (note 6)	**117 094**	66 041
Bénéfice opérationnel	**106 698**	83 581
Charges financières (note 7)	**34 022**	17 303
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**72 676**	66 278
Impôts sur le résultat (note 8)	**15 837**	19 172
Bénéfice de la période	**56 839**	47 106
Bénéfice de la période attribuable aux:		
Propriétaires de la Société	**23 055**	18 530
Participants sans contrôle	**33 784**	28 576
	56 839	47 106
Bénéfice par action (note 9)		
De base	**1,38**	1,11
Dilué	**1,37**	1,10

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
		(retraité, note 2)
Bénéfice de la période	**56 839**	47 106
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)		
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net		
Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie		
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	**1 119**	1 055
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture reclassés à titre de charges financières	**(1 710)**	(1 501)
Charge d'impôts sur le résultat liée aux ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie	**(66)**	(52)
	(657)	(498)
Ajustements au titre de l'écart de change		
Écarts nets de change à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	**9 152**	—
Variation nette des ajustements latents à la conversion des dettes à long terme désignées comme éléments de couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	**(4 588)**	—
	4 564	—
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net		
Ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées		
Réévaluation au titre des régimes de retraite à prestations déterminées	**1 974**	(1 223)
Économie (charge) d'impôts sur le résultat liée aux ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées	**(528)**	330
	1 446	(893)
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale) de la période	**5 353**	(1 391)
Bénéfice global de la période	**62 192**	45 715
Bénéfice global de la période attribuable aux:		
Propriétaires de la Société	**25 218**	17 611
Participants sans contrôle	**36 974**	28 104
	62 192	45 715

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société					
(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Réserve de rémunération fondée sur des actions	Cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux participants sans contrôle	Total des capitaux propres
	$	$	$	$	$	$
	(note11)	(note 11)	(note 12)	(retraité, note 2)		
Solde au 31 août 2012	117 936	5 338	1 036	273 236	806 606	1 204 152
Bénéfice de la période	—	—	—	18 530	28 576	47 106
Autres éléments de la perte globale de la période	—	—	(160)	(759)	(472)	(1 391)
Bénéfice global de la période	—	—	(160)	17 771	28 104	45 715
Rémunération fondée sur des actions	—	550	—	—	473	1 023
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participants sans contrôle	—	(19)	—	—	192	173
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	—	—	—	(350)	—	(350)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	—	—	—	(2 848)	(8 583)	(11 431)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	(1 191)	—	—	—	—	(1 191)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	1 034	(1 041)	—	7	—	—
Acquisition par une filiale des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	—	—	—	—	(2 222)	(2 222)
Distribution aux employés par une filiale d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d''actions incitatives	—	(435)	—	6	429	—
Total des apports et distributions aux actionnaires	(157)	(945)	—	(3 185)	(9 711)	(13 998)
Solde au 30 novembre 2012	117 779	4 393	876	287 822	824 999	1 235 869
Solde au 31 août 2013	**117 769**	**6 007**	**6 545**	**326 952**	**912 095**	**1 369 368**
Bénéfice de la période	**—**	**—**	**—**	**23 055**	**33 784**	**56 839**
Autres éléments du bénéfice global de la période	**—**	**—**	**1 251**	**912**	**3 190**	**5 353**
Bénéfice global de la période	**—**	**—**	**1 251**	**23 967**	**36 974**	**62 192**
Rémunération fondée sur des actions	**—**	**944**	**—**	**—**	**932**	**1 876**
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participants sans contrôle	**—**	**(324)**	**—**	**—**	**3 647**	**3 323**
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	**—**	**—**	**—**	**(405)**	**—**	**(405)**
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	**—**	**—**	**—**	**(3 298)**	**(9 900)**	**(13 198)**
Effet des variations de participation dans une filiale sur les participants sans contrôle	**—**	**—**	**—**	**120**	**(120)**	**—**
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	**(1 832)**	**—**	**—**	**—**	**—**	**(1 832)**
Distributions aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	**1 261**	**(1 186)**	**—**	**(75)**	**—**	**—**
Acquisition par une filiale des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en ficucie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	**—**	**—**	**—**	**—**	**(6 934)**	**(6 934)**
Distribution aux employés par une filiale d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d''actions incitatives	**—**	**(549)**	**—**	**(11)**	**560**	**—**
Total des apports et distributions aux actionnaires	**(571)**	**(1 115)**	**—**	**(3 669)**	**(11 815)**	**(17 170)**
Solde au 30 novembre 2013	**117 198**	**4 892**	**7 796**	**347 250**	**937 254**	**1 414 390**

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	**30 novembre 2013** **$**	31 août 2013 $ (retraité, note 2)
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**26 531**	43 793
Créances clients et autres débiteurs (note 15 A))	**126 369**	118 312
Impôts sur le résultat à recevoir	**17 678**	17 714
Charges payées d'avance et autres	**20 356**	14 182
	190 934	194 001
Actifs non courants		
Autres actifs	**10 970**	11 046
Immobilisations corporelles	**1 863 364**	1 874 866
Immobilisations incorporelles	**1 999 405**	2 003 581
Goodwill	**1 242 191**	1 231 140
Instruments financiers dérivés	**1 952**	833
Actifs d'impôts différés	**143 065**	137 046
	5 451 881	5 452 513
Passifs et capitaux propres		
Passifs		
Passifs courants		
Endettement bancaire	**13 960**	13 166
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**194 833**	294 014
Provisions	**16 354**	12 800
Passifs d'impôts sur le résultat	**32 921**	23 924
Produits différés et perçus d'avance	**56 421**	56 656
Solde à payer relativement à une acquisition d'entreprise, au taux préférentiel bancaire majoré de 1 %	**2 000**	2 000
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 10)	**18 538**	15 216
	335 027	417 776
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 10)	**3 031 597**	2 984 740
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs	**23 346**	21 287
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel	**13 811**	21 459
Passifs d'impôts différés	**633 710**	637 883
	4 037 491	4 083 145
Capitaux propres		
Capital social (note 11)	**117 198**	117 769
Réserve de rémunération fondée sur des actions	**4 892**	6 007
Cumul des autres éléments du résultat global	**7 796**	6 545
Bénéfices non distribués	**347 250**	326 952
	477 136	457 273
Participation sans contrôle	**937 254**	912 095
	1 414 390	1 369 368
	5 451 881	5 452 513

COGECO INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
		(retraité, note 2)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Bénéfice de la période	**56 839**	47 106
Ajustements au titre des éléments suivants :		
Amortissements (note 6)	**117 094**	66 041
Impôts sur le résultat (note 8)	**15 837**	19 172
Charges financières (note 7)	**34 022**	17 303
Rémunération fondée sur des actions (note 11)	**2 307**	1 221
Perte (gain) à la cession et radiation d'immobilisations corporelles	**(262)**	1 386
Contributions au titre des régimes de retraite à prestations déterminées, déduction faite de la charge	**(6 305)**	(8 169)
	219 532	144 060
Variations des activités opérationnelles sans effet de trésorerie (note 13)	**(95 965)**	(87 508)
Impôts sur le résultat versés	**(19 164)**	(44 248)
Charges financières versées	**(44 168)**	(18 309)
	60 235	(6 005)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(82 464)**	(78 514)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et autres actifs	**(4 116)**	(4 641)
Regroupement d'entreprise, déduction faite de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis (note 3)	**—**	(1 354 153)
Autres	**429**	96
	(86 151)	(1 437 212)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Augmentation de l'endettement bancaire	**793**	25 217
Augmentation nette des facilités renouvelables	**29 354**	590 236
Émission de dette à long terme, déduction faite des escomptes et des frais de transaction	**—**	637 420
Remboursement de dette à long terme	**(1 405)**	(280)
Augmentation des frais de transaction différés	**(1 241)**	(600)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (note 11)	**(1 832)**	(1 191)
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	**(405)**	(350)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	**(3 298)**	(2 848)
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participants sans contrôle	**3 323**	173
Acquisition par une filiale des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu d'un régime d'unités d'actions incitatives	**(6 934)**	(2 222)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote payés par une filiale aux participants sans contrôle	**(9 900)**	(8 583)
	8 455	1 236 972
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères	**199**	—
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**(17 262)**	(206 245)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début	**43 793**	215 523
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin	**26 531**	9 278

NATURE DES ACTIVITÉS

COGECO inc. (la « Société » ou la « Société mère ») est une société ouverte canadienne inscrite à la Bourse de Toronto (« TSX »). La Société offre, par l'entremise de ses filiales, des services de Télévision par câble, d'Internet haute vitesse (« IHV »), de Téléphonie, de technologie de l'information et d'infrastructure gérées et d'autres services de télécommunications fournis à ses clients résidentiels et commerciaux au Canada, aux États-Unis d'Amérique (« États-Unis »), au Royaume-Uni et en France par l'intermédiaire de Cogeco Câble inc. ("Cogeco Câble"), exerce des activités de radiodiffusion par l'intermédiaire de Cogeco Diffusion Acquisitions inc. («Cogeco Diffusion») et opère une entreprise spécialisée dans le domaine de l'affichage publicitaire dans les transports collectifs à travers Métromédia CMR Plus inc. («Métromédia») (voir note 4 pour une decription détaillée des activités).

Le siège social de la Société est situé au 5, Place Ville Marie, bureau 1700, Montréal (Québec) H3B 0B3.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire,* et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent dans des états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels de la Société de l'exercice 2013.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que la Société a adopté dans ses états financiers annuels consolidés de l'exercice 2013. Les méthodes comptables ont été appliquées systématiquement à travers toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers dérivés et les régimes de rémunération fondée sur des actions réglés en trésorerie, qui ont été comptabilisés à leur juste valeur, et pour les passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnels, qui ont été comptabilisés à la valeur actualisée.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de COGECO inc.

Les résultats opérationnels pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la nature saisonnière de ses activités soit un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels, hormis le fait que le nombre de clients du service de Télévision par câble et du service IHV du secteur de la câblodistribution est généralement plus faible au second semestre de l'exercice, en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances, de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de COGECO inc. lors de la réunion tenue le 13 janvier 2014.

2. DÉVELOPPEMENTS AU SUJET DES CONVENTIONS COMPTABLES

Tel que décrit à la note 3 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 août 2013, les normes suivantes publiées par l'*International Accounting Standard Board* (l'« IASB ») ont été adoptées par la Société le 1er septembre 2013 et, sauf sur indication contraire, n'ont pas d'impact sur la performance financière de la Société:

- Modifications de l'IFRS 7, *Instruments financiers: information à fournir*
- IFRS 10, *États financiers consolidés*
- IFRS 12, *Information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*
- IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*
- Modifications d'IAS 19 , *Avantages du personnel:* Relativement aux conventions comptables utilisées avant l'exercice 2014, pour les pratiques en matière de présentation et d'information à fournir, la principale différence résultant de la norme modifiée qui a un impact sur la Société est que le taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes ne sera plus utilisé pour calculer les charges au titre des régimes à prestations déterminées. Les notions d'«intérêts débiteurs» et de «rendement prévu des actifs des régimes» sont remplacés par la notion d'«intérêt net». L'intérêt net des régimes de retraite à prestations déterminées est le produit du surplus (déficit) des régimes multiplié par le taux d'actualisation. La norme modifiée ne prescrit pas dans les comptes consolidés de résultat la classification de la présentation du montant d'intérêt net des régimes de retraite à prestations déterminées. La Société a chosi d'inclure le montant d'intérêt ou de revenu net des régimes de retraite à prestations déterminées dans les charges financières.

  L'écart entre le taux de rendement réel des actifs des régimes à prestations déterminées et le taux d'actualisation et l'incidence du plafond relatif aux actifs des régimes à prestations déterminées, le cas échéant, sont présentés dans les autres éléments du résultat global comme une réévaluation au titre des régimes de retraite à prestations déterminées.

La norme modifiée a été appliquée rétrospectivement pour les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

L'impact sur le bénéfice et les autres éléments du bénéfice global (de la perte globale) est le suivant:

	Trois mois clos le 30 novembre 2012		
	Précédemment présenté	Incidence d'IAS 19 modifiée	Actuellement présenté
	$	$	$
Charges opérationnelles			
Salaires, avantages du personnel et services impartis	70 426	(304)	70 122
Charges financières	17 014	289	17 303
Impôts sur le résultat	19 168	4	19 172
Benéfice de la période	47 095	11	47 106
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)			
Réévaluation au titre des régimes de retraite à prestations déterminées	(1 292)	69	(1 223)
Économie (charge) d'impôts sur le résultat liée aux ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées	348	(18)	330
Bénéfice par action			
De base	1,11	—	1,11
Dilué	1,10	—	1,10

3. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

REGROUPEMENT D'ENTREPRISE EN 2013

Le 30 novembre 2012, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a conclu l'acquisition de toutes les actions en circulation d'Atlantic Broadband, un câblodistributeur indépendant fondée en 2003 et qui compte près de 485 000 unités de service primaire et offrant des services de Télévision numérique et analogique, d'IHV et de Téléphonie. Cette acquisition est un intéressant point d'entrée sur le marché américain, offrant une augmentation significative des unités de service primaire à fort potentiel de croissance, un excellent réseau d'infrastructure de qualité ainsi que la possibilité pour les dirigeants de la Société de faire bénéficier de leur savoir-faire et de leur expérience opérationnelle. La transaction, qui est évaluée à 1,36 milliard $ US, a été financée au moyen d'une combinaison d'espèces, d'un prélèvement sur le crédit à terme renouvelable existant de la Société d'un montant approximatif de 588 millions $ US et d'emprunts totalisant 660 millions $ US aux termes d'un nouveau financement garanti sans recours d'Atlantic Broadband. Atlantic Broadband exploite des réseaux de câblodistribution dans l'ouest de la Pennsylvanie, au sud de la Floride, au Maryland/Delaware et en Caroline du Sud.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, Cogeco Câble a finalisé la répartition du prix d'achat de l'acquisition d'Atlantic Broadband, qui est demeurée inchangé de celle présentée dans les états financiers annuels consolidés de l'exercice 2013. En conséquence, la répartition finale du prix d'achat est comme suit:

	Finale $
Contrepartie	
Versée	
Achat d'actions	**337 779**
Ajustements du fonds de roulement	**5 415**
Remboursement des dettes garanties	**1 021 854**
	1 365 048
Actifs net acquis	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**5 480**
Créances clients et autres débiteurs	**12 012**
Charges payées d'avance et autres	**1 370**
Impôts sur le résultat à recevoir	**3 907**
Immobilisations corporelles	**302 211**
Immobilisations incorporelles	**711 418**
Goodwill	**522 215**
Actifs d'impôts différés	**98 592**
Dettes fournisseurs et autres créditeurs pris en charge	**(27 620)**
Provisions	**(721)**
Produits différés et perçus d'avance pris en charge	**(7 697)**
Passifs d'impôts différés	**(256 119)**
	1 365 048

4. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice de la période de la Société est présenté en deux secteurs opérationnels: les activités liées au service de câblodistribution et les autres activités.

Le secteur des activités liées au service de câblodistribution fournit, principalement à une clientèle résidentielle une vaste gamme de services de Télévision, de services IHV et de Téléphonie. Le secteur des services de câblodistribution offre également aux petites et moyennes entreprises des solutions d'affaires, ce qui comprend des services de réseautage de données, d'Ethernet, d'hébergement Web, d'accès IHV et de voix sur IP. Ce secteur offre aussi des services de centres de données informatiques, des services de techonologie de l'informatique gérés, des services de connectivité aux moyennes et grandes entreprises et à la clientèle du secteur public ainsi que des services de connectivité Ethernet à large bande de haute performance aux entreprises de télécommunications. Les offres de services du secteur comprennent la fourniture d'espace et la puissance nécessaire dans ses centres de données informatiques à haute sécurité, une gamme de services de technologie de l'information gérés et de services liés à l'infrastructure ainsi que des services de connectivité fournis par l'entremise de ses réseaux optiques détenus en propriété exclusive.

Le secteur autres inclut les activités de la radiodiffusion, de la représentation spécialisée dans le domaine de l'affichage publicitaire dans les transports collectifs et du siège social, ainsi que les éliminations intersectorielles.

Les activités liées aux secteurs des services de câblodistribution sont exercées au Canada, aux États-Unis et en Europe principalement au Royaume-Uni, et les activités du secteur autres sont exercées au Canada.

La Société évalue le rendement de chaque secteur selon le bénéfice par secteur. Les transactions intersectorielles sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

	Trois mois clos le 30 novembre 2013		
	Câblodistribution	**Autres**	**Consolidé**
	$	$	$
Produits	**474 980**	**41 991**	**516 971**
Charges opérationnelles	**253 949**	**38 982**	**292 931**
Honoraires de gestion - COGECO inc.	**9 509**	**(9 509)**	**—**
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**248**	**—**	**248**
Amortissements	**115 754**	**1 340**	**117 094**
Bénéfice opérationnel	**95 520**	**11 178**	**106 698**
Charges financières	**32 549**	**1 473**	**34 022**
Impôts sur le résultat	**13 273**	**2 564**	**15 837**
Bénéfice de la période	**49 698**	**7 141**	**56 839**
Total des actifs	**5 249 288**	**202 593**	**5 451 881**
Immobilisations corporelles	**1 842 190**	**21 174**	**1 863 364**
Immobilisations incorporelles	**1 907 128**	**92 277**	**1 999 405**
Goodwill	**1 203 066**	**39 125**	**1 242 191**
Acquisition d'immobilisations corporelles	**80 973**	**1 491**	**82 464**
Acquisition d'immobilisations incorporelles et autres actifs	**4 116**	**—**	**4 116**

Le tableau suivant présente certaines données géographiques pour la période close le 30 novembre 2013:

	Canada	**États-Unis**	**Europe**	**Total**
	$	**$**	**$**	**$**
Produits	**388 927**	**119 643**	**8 401**	**516 971**
Immobilisations corporelles	**1 420 068**	**388 807**	**54 489**	**1 863 364**
Immobilisations incorporelles	**1 173 647**	**812 489**	**13 269**	**1 999 405**
Goodwill	**352 212**	**823 504**	**66 475**	**1 242 191**

	Trois mois clos le 30 novembre 2012		
	Câblodistribution	Autres	Consolidé
	$	$	$
	(retraité, note 2)	(retraité, note 2)	(retraité, note 2)
Produits[1]	327 911	38 697	366 608
Charges opérationnelles	174 154	35 570	209 724
Honoraires de gestion - COGECO inc.	6 581	(6 581)	—
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	7 300	(38)	7 262
Amortissements	64 666	1 375	66 041
Bénéfice opérationnel	75 210	8 371	83 581
Charges financières	15 714	1 589	17 303
Impôts sur le résultat	17 383	1 789	19 172
Bénéfice de la période	42 113	4 993	47 106
Total des actifs[2]	5 253 097	199 416	5 452 513
Immobilisations corporelles[2]	1 854 155	20 711	1 874 866
Immobilisations incorporelles[2]	1 910 993	92 588	2 003 581
Goodwill[2]	1 192 015	39 125	1 231 140
Acquisition d'immobilisations corporelles	78 192	322	78 514
Acquisition d'immobilisations incorporelles et autres actifs	4 641	—	4 641

(1) Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2012, les produits par marché géographique étaient tous au Canada.
(2) Au 31 août 2013.

Le tableau suivant présente certaines données géographiques au 31 août 2013:

	Canada	**États-Unis**	**Europe**	**Total**
	$	**$**	**$**	**$**
Immobilisations corporelles	1 430 471	394 359	50 036	1 874 866
Immobilisations incorporelles	1 178 350	812 280	12 951	2 003 581
Goodwill	352 212	816 526	62 402	1 231 140

5. CHARGES OPÉRATIONNELLES

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
	$	$
		(retraité, note 2)
Salaires, avantages du personnel et services impartis	**97 095**	70 122
Coûts de prestations de service[1]	**147 726**	101 240
Coûts liés aux clients[2]	**21 335**	16 031
Autres achats externes[3]	**26 775**	22 331
	292 931	209 724

(1) Comprend le coût des équipements vendus, les coûts liés au contenu et à la programmation, les paiements à d'autres entreprises de télécommunications, les dépenses liées aux centres informatiques, les frais de franchise et les coûts de réseau.
(2) Comprend les frais de publicité et de marketing, les frais de vente, les frais de facturation, les créances irrécouvrables et les frais de recouvrement.
(3) Comprend les frais de bureau relatifs aux immeubles, les honoraires professionnels, les frais liés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») et d'autres frais d'administration.

6. AMORTISSEMENTS

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
	$	$
Immobilisations corporelles	**100 262**	60 417
Immobilisations incorporelles	**16 832**	5 624
	117 094	66 041

7. CHARGES FINANCIÈRES

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
	$	$
		(retraité, note 2)
Intérêts sur la dette à long terme	**32 856**	17 212
Pertes nettes (gains nets) de change	**(610)**	17
Amortissement des frais de transaction différés	**479**	451
Coûts d'emprunt capitalisés[(1)]	**(773)**	(841)
Autres	**2 070**	464
	34 022	17 303

(1) Pour la période close le 30 novembre 2013, le taux d'intérêt moyen utilisé pour la capitalisation des coûts d'emprunt était de 4,5% (6% en 2012).

8. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
	$	$
		(retraité, note 2)
Exigibles	**28 166**	26 112
Différés	**(12 329)**	(6 940)
	15 837	19 172

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôt sur le résultat fédéral et provinciaux réglementaires du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidée :

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
	$	$
		(retraité, note 2)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**72 676**	66 278
Taux d'impôt sur le résultat combiné	**27,36%**	26,41%
Charge d'impôts sur le résultat au taux d'impôt sur le résultat combiné	**19 881**	17 504
Ajustements liés aux pertes ou aux bénéfices assujettis à des taux d'impôt sur le résultat inférieurs ou supérieurs	**96**	(398)
Incidences fiscales provenant d'investissements dans des établissements à l'étranger	**(4 571)**	—
Impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles	**150**	2 110
Autres	**281**	(44)
Charge d'impôts sur le résultat selon le taux d'impôt sur le résultat effectif	**15 837**	19 172

9. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice par action de base et dilué :

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
	$	$
		(retraité, note 2)
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**23 055**	18 530
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**16 722 777**	16 726 965
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives	**107 733**	109 286
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**16 830 510**	16 836 251
Bénéfice par action		
De base	**1,38**	1,11
Dilué	**1,37**	1,10

10. DETTE À LONG TERME

	Échéance	Taux d'intérêt %		30 novembre 2013 $	31 août 2013 $
Société mère					
Crédit à terme renouvelable[1]					
Emprunts renouvelables	Février 2017	2,97	[2]	**68 893**	72 891
Billets non garantis	Novembre 2021	6,50		**34 716**	34 707
Contrat de location-financement	Janvier 2017	3,23		**86**	93
Filiales					
Crédit à terme renouvelable [a]					
Facilité de crédit renouvelable du Canada					
Emprunt renouvelable - 238 millions $ US (206 millions $ US au 31 août 2013)	Janvier 2019	1,88	[2] [3]	**252 756**	216 918
Emprunt renouvelable	Janvier 2019	2,97		**254 621**	219 561
Emprunt renouvelable - 52,6 millions £	Janvier 2019	2,19		**91 435**	—
Facilité de crédit renouvelable du Royaume-Uni - 4,1 millions £	Janvier 2019	2,20		**7 127**	—
Facilités de crédit garanties [a]					
Facilité de crédit renouvelable					
Emprunt renouvelable – 52,2 millions £	—	—		**—**	85 180
Emprunt renouvelable – 21,9 millions $ US	—	—		**—**	23 061
Facilité de crédit renouvelable du Royaume-Uni – 3,4 millions £	—	—		**—**	5 548
Billets garantis de premier rang					
Série A – 190 millions $ US	Octobre 2015	7,00	[4]	**201 143**	199 349
Série B	Octobre 2018	7,60		**54 686**	54 672
Billets garantis de premier rang – 215 millions $ US	Juin 2025	4,30		**226 832**	224 872
Débentures garanties de premier rang série 2	Novembre 2020	5,15		**198 724**	198 686
Débentures garanties de premier rang série 3	Février 2022	4,93		**198 418**	198 379
Débentures garanties de premier rang série 4	Mai 2023	4,18		**297 052**	296 989
Débenture non garantie de premier rang	Mars 2018	5,94		**99 838**	99 829
Billets non garantis de premier rang – 400 millions $ US	Mai 2020	4,88		**417 518**	413 674
Facilités de crédit de premier rang					
Facilité d'emprunt à terme A - 190 millions $ US	Novembre 2017	2,29	[2]	**197 205**	195 193
Facilité d'emprunt à terme B - 415,8 millions $ US (416,85 millions $ US au 31 août 2013)	Novembre 2019	3,25	[2]	**426 611**	423 528
Facilité de crédit renouvelable - 19,5 millions $ US (33 millions $ US au 31 août 2013)	Novembre 2017	2,29	[2]	**20 709**	34 749
Contrats de location-financement	Janvier 2015	3,34	[5]	**1 765**	2 077
				3 050 135	2 999 956
Moins : tranche à court terme				**18 538**	15 216
				3 031 597	2 984 740

(1) Le 20 décembre 2013, la Société a modifié la convention de son crédit à terme renouvelable pour lequel l'échéance sera prolongée d'une année supplémentaire jusqu'au 1er février 2018 (voir note 16).
(2) Taux d'intérêt sur la dette, incluant la marge applicable.
(3) Les conventions d'échange de taux d'intérêt ont donné lieu à un taux d'intérêt effectif de 2,15% au 30 novembre 2013, sur un montant notionnel de 200 millions $ US, incluant la marge applicable.
(4) Les conventions d'échange de devises croisées ont donné lieu à un taux d'intérêt effectif de 7,24% sur l'équivalent en dollars canadiens de la dette libellée en dollars américains.
(4) Moyenne pondérée des taux d'intérêts sur les contrats de location-financement.

a) Le 22 novembre 2013, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a modifié et mis à jour son crédit à terme renouvelable de 800 millions $ auprès d'un consortium de prêteurs. Ce crédit à terme renouvelable a été prolongé et viendra à échéance le 22 janvier 2019. L'échéance peut être prolongée annuellement. Les modifications ont donné lieu à une réduction de la marge applicable pour le calcul du taux d'intérêt ainsi qu'à une réduction des restrictions prévues dans certaines clauses restrictives. Le crédit à terme renouvelable modifié et mis à jour a également remplacé les facilités de crédit garanties de Cogeco Câble dont l'échéance était le 27 janvier 2017, qui ont été entièrement remboursées le 22 novembre 2013. Ce crédit à terme renouvelable modifié et mis à jour est composé de deux tranches: une première tranche canadienne d'un montant de 788 millions $ et une seconde tranche du Royaume-Uni d'un montant de 12 millions $. La tranche canadienne est offerte en dollars canadiens, en dollars américains, en euros et en livres sterling et les taux d'intérêt sont fondés sur le taux des acceptations bancaires, le taux de base en dollars américains, le taux LIBOR en dollars américains, en euros ou

en livres sterling, plus la marge applicable. La tranche du Royaume-Uni est offerte en livres sterling et les taux d'intérêt sont fondés sur le taux de base en livres sterling et le taux LIBOR en livres sterling. Le crédit à terme renouvelable est garanti indirectement par une charge de premier rang, fixe et générale, et une sûreté sur la quasi-totalité des biens personnels et réels, actuels et futurs et entreprises de quelque nature que ce soit de Cogeco Câble et de certaines de ses filiales. De plus, il prévoit certaines affectations autorisées, y compris les obligations relatives à l'achat de biens, les obligations capitalisées existantes et l'octroi de toute sûreté par une entité avant qu'elle ne devienne une filiale, sous réserve d'un montant maximal. Les dispositions relatives à ce crédit prévoient des limites quant aux opérations et aux activités de Cogeco Câble. De façon générale, les plus importantes restrictions visent les investissements autorisés, le versement de dividendes sur les actions à droits de vote multiples et sur les actions subalternes à droit de vote, ainsi que l'atteinte et le maintien de certains ratios financiers, principalement en ce qui a trait au bénéfice opérationnel avant amortissement, aux charges financières et au total de l'endettement.

11. CAPITAL SOCIAL

A) AUTORISÉ

Nombre illimité :

Actions privilégiées de premier et second rang pouvant être émises en série, ne comportant aucun droit de vote, sauf tel qu'il est prévu par la loi ou par les status de la Société.

*Actions à droits de vote multiples, 2*0 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

B) ÉMIS ET PAYÉ

	30 novembre 2013	31 août 2013
	$	$
1 842 860 actions à droits de vote multiples	**12**	12
14 989 338 actions subalternes à droit de vote	**121 976**	121 976
	121 988	121 988
109 421 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (107 124 au 31 août 2013)	**(4 790)**	(4 219)
	117 198	117 769

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 2014, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	**Montant**
		$
Solde au 31 août 2013	**107 124**	**4 219**
Actions subalternes à droit de vote acquises	**37 874**	**1 832**
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	**(35 577)**	**(1 261)**
Solde au 30 novembre 2013	**109 421**	**4 790**

C) DIVIDENDES

Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2013, un dividende 0,22 $ l'action a été versé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 3,7 millions $, comparativement à un dividende de 0,19 $ l'action, ou 3,2 millions $, pour la période de trois mois close le 30 novembre 2012.

D) RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Société et sa filiale, Cogeco Câble inc., offrent à certains dirigeants un régime d'options sur actions qui est décrit dans les états financiers consolidés annuels de la Société. Au cours des périodes de trois mois close les 30 novembre 2013 et 2012, aucune option d'achat d'action n'a été attribuée aux employés par COGECO inc. Sous le régime d'options sur actions de la Société, aucune option n'était en circulation au 30 novembre 2013 et 31 août 2013. Cependant, pour la période de trois mois close le 30 novembre 2013, la filiale de la Société, Cogeco

Câble inc., a attribué 311 050 options sur actions (119 215 en 2012) à un prix d'exercice de 50,10 $ (38,16 $ en 2012), dont 83 650 options sur actions (69 615 en 2012) ont été attribuées à des hauts dirigeants de COGECO inc. qui sont aussi des dirigeants de Cogeco Câble inc. Les droits de ces options sont acquis par tranches égales sur une période de cinq ans débutant l'année suivant le jour de la date de l'attribution des options et sont exerçables sur une période de dix ans. Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2013, Cogeco Câble inc. a facturé un montant de 94 000 $ (90 000 $ en 2012) à COGECO inc. relativement aux options de la Société attribuées aux hauts dirigeants de COGECO inc. En conséquence, une charge de rémunération de 231 000 $ (172 000 $ en 2012) a été comptabilisée pour la période de trois mois close le 30 novembre 2013.

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées par Cogeco Câble au cours de la période de trois mois close le 30 novembre 2013 était de 10,55 $ (7,01 $ en 2012) par option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution, pour les fins de détermination de la charge de rémunération fondée sur des actions au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	2013	2012
	%	%
Taux de dividende attendu	**2,05**	2,66
Volatilité attendue	**24,87**	26,72
Taux d'intérêt sans risque	**1,87**	1,32
Durée prévue (en années)	**8,3**	5,0

En vertu du régime d'options sur actions de Cogeco Câble, les options suivantes ont été attribuées et étaient en circulation au 30 novembre 2013:

	Options	**Prix d'exercice moyen pondéré**
		$
En circulation au 31 août 2013	**725 093**	**37,14**
Attribuées	**311 050**	**50,10**
Exercées[(1)]	**(106 018)**	**31,33**
Annulées	**(31 604)**	**41,14**
En circulation au 30 novembre 2013	**898 521**	**42,17**
Pouvant être exercées au 30 novembre 2013	**338 767**	**35,52**

(1) Pour les options sur actions exercées pendant la période, le prix moyen pondéré de l'action était de 49,94 $.

La Société et sa filiale, Cogeco Câble inc., offrent également des régimes d'unités d'actions incitatives à l'intention de ses hauts dirigeants et de certains employés désignés, qui est décrit dans les états financiers consolidés annuels de la Société. Au cours de la période de trois mois close le 30 novembre 2013, la Société a attribué 39 874 (35 414 en 2012) et 134 516 (58 059 en 2012) unités d'actions incitatives, respectivement. La Société et sa filiale établissent la valeur de la rémunération liée aux unités d'actions incitatives attribuées en fonction de la juste valeur des actions subalternes à droit de vote à la date d'attribution, et une charge de rémunération est comptabilisée sur le délai d'acquisition des droits, soit trois ans moins un jour. Deux fiducies ont été créées pour acquérir ces actions sur le marché boursier afin de se couvrir contre les fluctuations du prix de l'action. La Société et sa filiale ont instruit les fiduciaires d'acheter 37 874 (35 414 en 2012) et 137 416 (58 059 en 2012) actions subalternes à droit de vote sur le marché boursier. Ces actions ont été achetées pour une contrepartie en trésorerie totalisant 1 832 000 $ (1 191 000 $ en 2012) et 6 934 000 $ (2 222 000 $ en 2012) et sont détenues en fiducie à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits rattachés soient complètement acquis. Ces fiducies, considérées comme des entités ad hoc, sont consolidées dans les états financiers consolidés de la Société, et la valeur des actions acquises est présentée en diminution du capital social ou de la participation sans contrôle à titre d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives. Une charge de rémunération de 1 645 000 $ (851 000 $ en 2012) a été comptabilisée au cours de la période de trois mois close le 30 novembre 2013 relativement à ces régimes. Au cours de la période de trois mois close le 30 novembre 2013, Cogeco Câble inc. a facturé à COGECO inc. un montant de 199 000 $ (107 000 $ en 2012) relativement aux unités d'actions incitatives de Cogeco Câble inc. attribuées aux hauts dirigeants de COGECO inc.

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives de la Société, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées et étaient en circulation au 30 novembre 2013:

En circulation au 31 août 2013	**107 124**
Attribuées	**39 874**
Distribuées	**(35 577)**
En circulation au 30 novembre 2013	**111 421**

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives de Cogeco Câble, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées et étaient en circulation au 30 novembre 2013:

En circulation au 31 août 2013	**209 608**
Attribuées	**134 516**
Distribuées	**(43 884)**
En circulation au 30 novembre 2013	**300 240**

La Société et sa filiale, Cogeco Câble inc., offrent aux membres du conseil d'administration des régimes d'unités d'actions différées qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société. Pour les périodes de trois mois closes les 30 novembre 2013 et 2012, la Société et sa filiale n'ont émise aucune unité d'action différée aux participants en rapport avec les régimes d'unités d'actions différées. Une charge de rémunération de 431 000 $ (198 000 $ en 2012) a été comptabilisée pour la période de trois mois close le 30 novembre 2013 pour l'augmentation du passif, relativement à ces régimes.

En vertu du régime d'unités d'actions différées de la Société, les unités d'actions différées suivantes ont été émises et étaient en circulation au 30 novembre 2013:

En circulation au 31 août 2013	**30 854**
Équivalents de dividendes	**141**
En circulation au 30 novembre 2013	**30 995**

En vertu du régime d'unités d'actions différées de Cogeco Câble, les unités d'actions différées suivantes ont été émises et étaient en circulation au 30 novembre 2013:

En circulation au 31 août 2013	**23 745**
Équivalents de dividendes	**149**
En circulation au 30 novembre 2013	**23 894**

12. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Réserve de converture de flux de trésorerie	Écarts de change	Total
	$	$	$
Solde au 31 août 2012	1 005	31	1 036
Autres éléments de la perte globale	(160)	—	(160)
Solde au 30 novembre 2012	845	31	876
Solde au 31 août 2013	**846**	**5 699**	**6 545**
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	**(210)**	**1 461**	**1 251**
Solde au 30 novembre 2013	**636**	**7 160**	**7 796**

13. TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

VARIATIONS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES SANS EFFET DE TRÉSORERIE

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
	$	$
Créances clients et autres débiteurs	**(7 826)**	(2 519)
Charges payées d'avance et autres	**(6 087)**	217
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**(85 844)**	(87 249)
Provisions	**2 236**	(1 391)
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs	**1 556**	3 434
	(95 965)	(87 508)

14. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société et la plupart de ses filiales offrent à leurs employés des régimes de retraite contributifs à prestations déterminées, des régimes de retraite à cotisations déterminées ou des régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

La charge totale liée à ces régimes s'exprime comme suit :

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
	$	$
		(retraité, note 2)
Comptabilisée dans les éléments suivants:		
Charges opérationnelles		
Coûts des services rendus au cours de la période		
Salaires, avantages du personnel et services impartis	**2 846**	2 535
Charges financières		
Autres	**200**	289
	3 046	2 824

15. INSTRUMENTS FINANCIERS

A) GESTION DU RISQUE FINANCIER

La direction a pour objectif de protéger COGECO inc. et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière que la Société pourrait subir si un client ou une contrepartie à un actif financier ne s'acquittait pas de ses obligations contractuelles. La Société est exposée au risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux créances clients, dont l'exposition maximale est représentée par leurs valeurs comptables présentées dans l'état de la situation financière.

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés découle de la possibilité que les contreparties aux conventions d'échange de devises croisées et aux conventions d'échange de taux d'intérêts manquent à leurs obligations lorsque la juste valeur de ces conventions est favorable à la Société. La Société atténue ce risque en concluant des opérations avec des institutions financières dont la cote de crédit est égale ou supérieure à sa propre cote de crédit. La Société évalue la solvabilité des contreparties afin de réduire le risque de défaillance des contreparties dans le cadre de ces conventions. Au 30 novembre 2013, la direction est d'avis que le risque de crédit lié à ses instruments

financiers dérivés était minimal, étant donné que la cote de crédit la plus faible des contreparties à ces conventions est « A » selon les services de cote de *Standard & Poor* (« S&P ») et « AA (faible) » selon *Dominion Bond Rating Services* (« DBRS »).

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent principalement des placements à court terme très liquides comme des fonds de marché monétaire. La Société a déposé la trésorerie et les équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières de bonne réputation et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable. Au 30 novembre 2013, la direction est d'avis que le risque de crédit pour ses investissements à court terme était minimal, étant donné que la cote de crédit de ces instruments est de « A-1+ » selon S&P.

La Société est également exposée au risque de crédit relativement à ses créances clients. Pour réduire ce risque, la Société assure un suivi constant de la situation financière de ses clients et examine le dossier de crédit et la solvabilité de chaque nouveau client important. Aux 30 novembre 2013 et 31 août 2013, aucun client n'avait de solde représentant une part importante des créances clients consolidées de la Société. La Société établit une provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit propre à chacun de ses clients en examinant des facteurs tels que le nombre de jours de retard sur le solde dû par le client, de même que l'historique de recouvrement du client. La Société est d'avis que sa provision pour créances douteuses suffit à couvrir le risque de crédit connexe auquel elle est exposée. La Société dispose de politiques en matière de crédit et a mis en place divers contrôles du crédit, notamment des vérifications de crédit, des avances et une facturation anticipée, et elle a établi des procédures afin de suspendre les services lorsque les clients ont atteint leur limite de crédit ou n'ont pas respecté les modalités de paiement établies. Puisque la clientèle de la Société est nombreuse et diversifiée et qu'elle est répartie dans ses territoires au Canada, aux États-Unis et en Europe, la concentration du risque de crédit n'est pas considérable.

Le tableau suivant détaille le solde des créances clients et autres débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses :

	30 novembre 2013	31 août 2013
	$	$
Créances clients	**120 728**	112 018
Provision pour créances douteuses	**(6 606)**	(4 687)
	114 122	107 331
Autres débiteurs	**12 247**	10 981
	126 369	118 312

Les comptes clients en souffrance sont définis comme les montants impayés au-delà des modalités habituelles de crédit pour les clients concernés. Une portion importante des clients de la Société est facturée et paie avant que le service ne soit rendu. La Société considère les montants impayés à la date due comme comptes clients échus. Le tableau suivant détaille les soldes des créances clients échues de la Société, déduction faite de la provision pour créances douteuses aux 30 novembre 2013 et 31 août 2013:

	30 novembre 2013	31 août 2013
	$	$
Moins de 60 jours échus	**42 404**	44 161
60 à 90 jours échus	**3 683**	4 062
Plus de 90 jours échus	**4 640**	2 860
	50 727	51 083

Risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme le risque que la Société soit incapable de respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité grâce à la gestion de sa structure du capital et à l'accès à différents marchés financiers. Elle gère également le risque de liquidité en assurant un suivi constant des flux de trésorerie réels et prévus afin de s'assurer qu'elle possède assez de liquidités pour satisfaire à ses obligations à leur échéance. Au 30 novembre 2013, le montant disponible en vertu du crédit à terme renouvelable de la Société et du crédit à terme renouvelable de Cogeco Câble inc. s'établissait à 220,2 millions $. La direction est d'avis que les crédits à terme renouvelables engagées, jusqu'à leurs échéances en février 2017 (voir note 16) et janvier 2019, fourniront des liquidités suffisantes pour gérer les échéances de sa dette à long terme et permettra de combler les besoins en fonds de roulement. Deux filiales de Cogeco Câble inc. bénéficient également d'une facilité de crédit renouvelable de 100 millions $ US reliée à l'acquisition d'Atlantic Broadband, dont 79,5 millions $ US (84,4 millions $) était inutilisée au 30 novembre 2013.

Le tableau suivant résume les échéances contractuelles des passifs financiers et les montants en capital connexes :

		Flux de trésorerie contractuels						
	Valeur comptable $	2014 $	2015 $	2016 $	2017 $	2018 $	Par la suite $	Total $
Endettement bancaire	**13 960**	**13 960**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**13 960**
Dettes fournisseurs et autres créditeurs[1]	**177 782**	**177 782**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**177 782**
Dette à long terme[2]	**3 048 284**	**12 903**	**26 762**	**235 552**	**104 046**	**235 193**	**2 469 840**	**3 084 296**
Solde à payer relatif à une acquisition d'entreprise	**2 000**	**2 000**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**2 000**
Autres passifs	**2 276**	**—**	**1 253**	**1 253**	**1 253**	**48**	**—**	**3 807**
Instruments financiers dérivés	**(1 952)**	**—**	**—**	**95**	**—**	**—**	**—**	**95**
Contrats de location--financement[3]	**1 851**	**1 365**	**491**	**29**	**10**	**—**	**—**	**1 895**
	3 244 201	**208 010**	**28 506**	**236 929**	**105 309**	**235 241**	**2 469 840**	**3 283 835**

(1) Excluant les intérêts courus.
(2) Montant en capital excluant les contrats de location-financement.
(3) Incluant les intérêts.

Le tableau suivant résume les intérêts payables sur la dette à long terme (excluant les intérêts sur les contrats de location-financement) qui sont dus au cours des cinq prochains exercices financiers et par la suite, en fonction du capital et des taux d'intérêt en vigueur des dettes existantes en date du 30 novembre 2013 et de leurs échéances respectives :

	2014 $	2015 $	2016 $	2017 $	2018 $	Par la suite $	Total $
Paiements d'intérêts sur la dette à long terme	**82 117**	**125 609**	**117 712**	**108 525**	**104 654**	**268 330**	**806 947**
Encaissements d'intérêts sur les instruments financiers dérivés	**(7 267)**	**(14 375)**	**(7 062)**	**—**	**—**	**—**	**(28 704)**
Paiements d'intérêts sur les instruments financiers dérivés	**7 938**	**15 385**	**7 307**	**—**	**—**	**—**	**30 630**
	82 788	**126 619**	**117 957**	**108 525**	**104 654**	**268 330**	**808 873**

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à des instruments à taux fixe et à des instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur l'évaluation, le recouvrement et le remboursement de ces instruments. Au 30 novembre 2013, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des crédits à terme renouvelables et des facilités de crédit de premier rang de la Société. Pour mitiger ce risque, Cogeco Câble a conclu le 22 juillet 2013 des conventions d'échange de taux d'intérêt afin de fixer le taux d'intérêt sur 200 millions $ US de ses prêts LIBOR. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux variable LIBOR à un taux moyen fixe de 0,39625% de son crédit à terme renouvelable jusqu'au 25 juillet 2015. Cogeco Câble a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture des flux de trésorerie pour ces instruments financiers dérivés. La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une variation de 1% du taux d'intérêt applicable aux crédits à terme renouvelables et aux facilités de crédit de premier rang est d'approximativement 8,5 millions $ en fonction de la dette existante au 30 novembre 2013.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change relativement à sa dette à long terme libellée en dollars américains qui n'est pas désignée comme instrument de couverture sur ses investissements en dollars US. Afin de réduire ce risque, la Société a établi des lignes directrices selon lesquelles des conventions d'échange de devises peuvent être utilisées pour établir les taux de change applicables à sa dette à long terme libellée en dollars américains. Toutes ces conventions sont utilisées exclusivement à des fins de couverture. Par conséquent, le 2 octobre 2008, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a conclu des conventions d'échange de devises croisées en vue de fixer les paiements d'intérêt et de capital sur les billets garantis de premier rang, série A, de 190 millions $ US émis le 1er octobre 2008. Ces conventions ont eu pour effet de convertir le taux nominal annuel américain de 7,00 % en taux d'intérêt annuel moyen de 7,24 % en dollars canadiens. Le taux de change applicable au capital de la dette a été fixé à 1,0625 $. La Société a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture des flux de trésorerie pour ces instruments financiers dérivés. L'incidence d'une variation de 10% du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling ferait varier les charges financières d'approximativement 5,7 millions $ en fonction de la dette existante au 30 novembre 2013.

La Société est aussi exposée au risque de change en raison de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, de l'endettement bancaire et des dettes fournisseurs et autres créditeurs et provisions libellés en dollars américains, en euros ou en livres sterling. La Société est exposée au risque de change comme suit :

	30 novembre 2013			31 août 2013		
	Dollar américain	**Euro**	**Livre sterling**	Dollar américain	Euro	Livre sterling
	$	**$**	**$**	$	$	$
Actifs (passifs) financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**244**	**1 069**	**274**	7 394	1 171	257
Endettement bancaire	**—**	**—**	**—**	—	—	—
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**(8 176)**	**(7 188)**	**—**	(16 554)	(6 933)	—
	(7 932)	**(6 119)**	**274**	(9 160)	(5 762)	257

Compte tenu de la nature à court terme de ces éléments, le risque lié aux fluctuations des taux de change est généralement négligeable. L'incidence d'une variation de 10 % des taux de change (dollar américain, euro et livre sterling) ferait varier les charges financières d'approximativement 1,4 million de $.

De plus, les investissements nets de Cogeco Câble inc. dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Ce risque est réduit puisque la majeure partie des prix d'achats d'Atlantic Broadband et de PEER 1 ont été empruntés directement en dollars américains et en livres sterling. Au 30 novembre 2013, l'investissement net pour Atlantic Broadband et PEER 1 s'élevait à 1,1 milliard $ US et à 70,7 millions £, alors que la dette à long terme couvrant ces investissements nets s'élevait 853 millions $ US et à 56,7 millions £. Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 30 novembre 2013 était à 1,0620 le dollar américain et à 1,7383 la livre sterling. L'incidence d'une variation de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollar canadien ferait varier les autres éléments du résultat étendu d'approximativement 27,3 millions $.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant auquel des parties consentantes accepteraient d'échanger un instrument financier, déterminé en fonction du marché actuel pour des instruments présentant les mêmes risques, le même capital et la même durée restante. Les estimations de la juste valeur sont faites à un moment précis, en actualisant les flux de trésorerie prévus aux taux de dettes ayant les mêmes échéances et conditions. De par leur nature, elles sont subjectives et comportent des incertitudes et des éléments pour lesquels le jugement joue un rôle important et, par conséquent, elles ne peuvent être établies avec précision. En outre, l'impôt sur le résultat et les autres charges qui seraient engagés à la cession de ces instruments financiers ne sont pas pris en compte dans la juste valeur. Par conséquent, la juste valeur ne correspond pas nécessairement au montant net qui serait réalisé si ces instruments étaient réglés. La Société a déterminé la juste valeur de ses instruments financiers comme suit :

a) La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, de l'endettement bancaire et des dettes fournisseurs et autres créditeurs se rapproche de la juste valeur à cause de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

b) Les taux d'intérêt rattachés aux crédits à terme renouvelables et aux facilités de crédit de premier rang de la Société sont basés sur le taux des acceptations bancaires, le LIBOR, l'EURIBOR, le taux préférentiel ou le taux de base sur les prêts en dollars américains ou en livres sterling, plus la marge applicable. Conséquemment, la valeur comptable de ces facilités représentent une estimation raisonnable de la juste valeur étant donné qu'elles comportent des conditions similaires à celles qui sont actuellement disponibles pour la Société.

c) La juste valeur des débentures garanties de premier rang séries 2, 3 et 4, des billets garantis de premier rang séries A et B, des billets garantis de premier rang, des billets non garantis de premier rang, de la débenture non garantie de premier rang et des billets non garantis est basée sur la valeur de marché actuelle d'instruments financiers semblables.

d) La juste valeur des contrats de location-financement n'est pas significativement différente de leur valeur comptable.

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	30 novembre 2013		31 août 2013	
	Valeur comptable	**Juste valeur**	Valeur comptable	Juste valeur
	$	**$**	$	$
Dette à long terme	**3 050 135**	**3 110 887**	2 999 956	3 039 908

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière doivent être classés à l'intérieur de trois niveaux de hiérarchie de juste valeur, qui sont :

- Niveau 1 : prix cotés (non rajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et
- Niveau 3 : données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La Société considère que ses instruments financiers dérivés sont classés au niveau 2 selon la hiérarchie de juste valeur. La juste valeur des instruments financiers dérivés est estimée en utilisant des modèles d'évaluation qui reflètent les flux de trésorerie futurs sur la durée contractuelle des instruments financiers dérivés et des données de marché observables, comme des courbes de taux d'intérêt ou de taux de conversion de devises.

B) GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, la Société a pour objectif de s'assurer qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour combler les besoins de capitaux de ses diverses entreprises, y compris pour saisir les occasions de croissance. La Société gère la structure de son capital et fait des ajustements en fonction de la conjoncture économique générale, des risques inhérents aux actifs sous-jacents et de ses besoins en fonds de roulement. La gestion de la structure du capital comprend l'émission de nouveaux titres d'emprunts, le remboursement des emprunts existants au moyen des flux de trésorerie provenant des opérations et le niveau des distributions aux actionnaires.

La structure du capital de la Société comprend les capitaux propres, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'endettement bancaire, la dette à long terme et les actifs ou passifs liés aux instruments financiers dérivés.

Les dispositions relatives aux ententes de financement prévoient des limites quant aux opérations et aux activités de la Société. De façon générale, les plus importantes restrictions visent les investissements autorisés, le versement de dividendes sur les actions à droits de vote multiples et sur les actions subalternes à droit de vote, ainsi que le maintien de certains ratios financiers principalement en ce qui a trait au bénéfice opérationnel avant amortissements, aux charges financières et au total de l'endettement. Aux 30 novembre 2013 et 31 août 2013, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives et n'était assujettie à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société :

	30 novembre 2013	31 août 2013
Endettement net de premier rang[(1)(2)] / bénéfice opérationnel avant amortissements[(3)]	**2,7**	2,7
Endettement net[(2)(4)] / bénéfice opérationnel avant amortissements[(3)]	**3,5**	3,4
Bénéfice opérationnel avant amortissements[(3)] / charges financières[(3)]	**5,9**	6,2

(1) L'endettement net de premier rang est défini comme le total de l'endettement bancaire, des paiements en capital sur la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des paiements en capital sur les billets non garantis, la débenture non garantie de premier rang et les billets non garantis de premier rang.
(2) Excluant la trésorerie et équivalents de trésorerie d'Atlantic Broadband ainsi que les facilités de crédit de premier rang sans recours au 30 novembre 2013.
(3) Calcul fondé sur le bénéfice opérationnel avant amortissements et sur les charges financières pour les périodes de douze mois closes le 30 novembre 2013 et 31 août 2013 excluant Atlantic Broadband et incluant les résultat de PEER 1 pour la période de dix mois close le 30 novembre 2013 et la période de sept mois close le 31 août 2013.
(4) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire, des paiements en capital sur la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

16. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 20 décembre 2013, la Société a modifié la convention de son crédit à terme renouvelable. Selon les termes des amendements, l'échéance sera prolongée d'une année supplémentaire jusqu'au 1er février 2018. De plus, les amendements ont réduit la marge applicable pour le calcul du taux d'intérêt et ont réduit les restrictions sur certaines clauses restrictives incluant les ratios financiers.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS DU SECTEUR DE LA CÂBLODISTRIBUTION

	30 novembre 2013	31 août 2013	31 mai 2013	28 février 2013	30 novembre 2012
Unités de service primaire[(1)]	**2 464 932**	2 467 657	2 481 017	2 482 096	2 476 022
CANADA	**1 975 502**	1 980 122	1 992 143	1 993 156	1 990 842
ÉTATS-UNIS	**489 430**	487 535	488 874	488 940	485 180
Clients du service de Télévision	**1 057 859**	1 066 952	1 079 285	1 087 692	1 098 352
CANADA	**827 649**	834 771	845 344	852 707	861 039
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**49,3 %**	49,9 %	50,7 %	51,4 %	52,1 %
ÉTATS-UNIS	**230 210**	232 181	233 941	234 985	237 313
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**44,5 %**	44,9 %	45,3 %	45,5 %	46,0 %
Clients du service de Télévision numérique	**921 742**	924 479	924 155	922 703	922 576
CANADA	**777 584**	781 386	779 950	778 728	780 724
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**46,3 %**	46,7 %	46,8 %	46,9 %	47,2 %
ÉTATS-UNIS	**144 158**	143 093	144 205	143 975	141 852
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**27,9 %**	27,7 %	27,9 %	27,9 %	27,5 %
Clients du service de Télévision analogique	**136 117**	142 473	155 130	164 989	175 776
CANADA	**50 065**	53 385	65 394	73 979	80 315
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**3,0 %**	3,2 %	3,9 %	4,5 %	4,9 %
ÉTATS-UNIS	**86 052**	89 088	89 736	91 010	95 461
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**16,6 %**	17,2 %	17,4 %	17,6 %	18,5 %
Clients du service d'Internet haute vitesse	**848 897**	838 445	837 348	832 745	821 561
CANADA	**668 257**	661 337	661 178	657 766	652 008
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**39,8 %**	39,5 %	39,7 %	39,6 %	39,4 %
ÉTATS-UNIS	**180 640**	177 108	176 170	174 979	169 553
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**34,9 %**	34,3 %	34,1 %	33,9 %	32,9 %
Clients du service de Téléphonie	**558 176**	562 260	564 384	561 659	556 109
CANADA	**479 596**	484 014	485 621	482 683	477 795
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**28,6 %**	28,9 %	29,1 %	29,1 %	28,9 %
ÉTATS-UNIS	**78 580**	78 246	78 763	78 976	78 314
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**15,2 %**	15,1 %	15,2 %	15,3 %	15,2 %

(1) Représente la somme des clients des services de Télévision, d'Internet haute vitesse (« IHV ») et de Téléphonie.